

Wionczek, Miguel S. avec la collaboration de L. Tomassini, *Politics and Economics of External Debt Crisis: The Latin American Experience*, Boulder, Westview Press, coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1985, 496 p.

Gordon Mace

Volume 18, numéro 3, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702238ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702238ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mace, G. (1987). Compte rendu de [Wionczek, Miguel S. avec la collaboration de L. Tomassini, *Politics and Economics of External Debt Crisis: The Latin American Experience*, Boulder, Westview Press, coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1985, 496 p.] *Études internationales*, 18(3), 692-693. <https://doi.org/10.7202/702238ar>

Il faut espérer que ces informations susciteront l'inquiétude et l'intérêt chez ceux qui connaissent peu le système de gouvernement de pays comme le El Salvador. Ce livre ne plaira guère à ceux qui font partie du système, mais il peut les aider à devenir plus responsables de leurs actions.

Le principal reproche que je ferais à ce livre se situe dans sa présentation. Dans tout le texte, les événements historiques, sociaux et politiques sont incorporés dans des boîtes, ce qui s'avère distrayant et rompt la continuité de l'écriture. Il eut été préférable de les réunir dans un appendice à la fin de chaque chapitre. D'autre part, on se réfère souvent à « Vatican II » et à « Medellin », sans donner d'explications suffisantes. Un commentaire plus détaillé sur l'état de l'économie, en particulier en ce qui concerne les chiffres relatifs aux importations et aux exportations, aux déficits commerciaux, à la dette étrangère, à l'inflation et au chômage, aurait été fort utile. De plus, il eut été intéressant de comparer et de mettre en opposition les caractéristiques socio-économiques du Salvador avec celles d'économies occidentales développées et avec d'autres pays en développement. Le livre aurait enfin gagné en crédibilité si l'on avait tenté d'évaluer les points de vue du gouvernement et des propriétaires terriens.

Il n'y a pas de solutions simples au problème du Salvador. Jorge Sol, ex-ministre de l'Économie, résume sommairement la situation :

À l'heure actuelle, le pays n'est pas économiquement viable. Si jamais nous faisons la paix, nous aurons besoin d'un gouvernement fort... qui reconnaisse que le moyen de rendre viable l'économie du Salvador consiste à créer une économie basée sur la main-d'œuvre, fondée sur la participation du peuple, sur l'emploi permanent, sur ce qui s'appelle de nos jours la propriété sociale (p. 289).

Sarah LUMLEY

*Department of Conservation,
Forests and Lands
East Melbourne, Australie*

WIONCZEK, Miguel S. avec la collaboration de L. Tomassini, *Politics and Economics of External Debt Crisis: The Latin American Experience*, Boulder, Westview Press, coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1985, 496p.

Cet ouvrage est en quelque sorte le prolongement d'une réunion d'experts tenue à Mexico en août 1983 pour faire le point sur les problèmes d'endettement spécifiques à l'Amérique latine. Fruit d'une collaboration entre le Colegio de Mexico, et le Programme d'études conjointes des relations internationales d'Amérique latine de Santiago du Chili, le livre prétend fournir une interprétation latino-américaine d'une crise de l'endettement à propos de laquelle, il faut bien le reconnaître, s'étaient surtout fait entendre les experts des pays industrialisés.

Les seize textes que contient le volume ont été rédigés principalement par des économistes et des experts financiers. Plutôt techniques dans leur ensemble, les textes ont été regroupés sur deux grandes parties. La première porte sur le contexte global de la crise et vise à fournir une analyse détaillée des facteurs explicatifs et de l'évolution de celle-ci. C'est la partie la plus faible du volume dans la mesure où les liens entre les chapitres ne sont pas évidents et parce que plusieurs développements analytiques reviennent d'un chapitre à l'autre. Le traitement de cette partie aurait été bien meilleur si les éditeurs avaient été un peu plus directifs en exigeant que chaque auteur traite d'un aspect particulier à l'intérieur du contexte global de la crise de manière à offrir une analyse structurée de l'ensemble.

La deuxième partie de l'ouvrage rassemble pour sa part une série d'études de cas traitant de la situation et des stratégies individuelles des principaux pays de la région. C'est évidemment la partie la plus intéressante du volume dans la mesure où le traitement de chaque pays a été confié à des experts dont l'analyse, très fouillée, s'appuie sur les données les plus récentes.

Dans l'ensemble, nous avons donc là un ouvrage utile à propos de la crise de l'endettement en Amérique latine. C'est un ouvrage qui s'adresse cependant à des initiés étant donné le caractère technique des analyses en cause. C'est un volume qui privilégie aussi la période 1981-1984 bien que l'on fasse souvent appel à un arrière-plan historique pour expliquer la situation actuelle d'endettement de plusieurs pays de la région.

Malgré la prétention des éditeurs, nous avons également affaire à une analyse principalement économique du problème de la dette. Aucun des textes, exception faite de celui de Urquidí, ne traite en profondeur des aspects socio-politiques du problème. Quant au « point de vue latino-américain », il convient de remarquer qu'à part la nationalité des auteurs, rien ne distingue véritablement cette analyse d'une autre qui aurait été faite par des auteurs européens ou nord-américains.

Finalement, le plus grand mérite de l'ouvrage est de montrer que la responsabilité de l'endettement de l'Amérique latine est partagée par plusieurs acteurs dont les moindres ne sont certainement pas les banques étrangères. Le comportement irresponsable de plusieurs intervenants a créé une situation dont l'unique solution réside maintenant dans une restructuration fondamentale du système monétaire international.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

ÉTATS-UNIS

BERGSTEN, C. Fred, et CLINE, William R., *The United States-Japan Economic Problem*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », n° 13, octobre 1985, 176p.

Parmi les données dont je dois rendre compte dans ce compte rendu, j'ai à avouer sa date de rédaction: le 10 novembre 1986. Le

dollar américain ne vaut peut-être que 164 yens. Or en octobre 1985 l'Institute for International Economics, en annonçant l'oeuvre de Bergsten et Cline, parlait de quatre mesures capitales qu'exigerait le rétablissement de l'équilibre commercial bilatéral entre les États-Unis et le Japon: la première serait la dépréciation du dollar jusqu'à...190 yens au maximum. D'ailleurs Bergsten et Cline soulignent que si le compte courant global japonais était excédentaire (de 2,6 % du produit national brut) en 1984, il avait été déficitaire (de 1,0 % du PNB) en 1980 (pp. 26-28).

Quant à 1984 et 1985, Bergsten et Cline insistent sur les taux d'épargne, le déséquilibre épargne-investissement. Aux États-Unis « l'épargne » a été en baisse vis-à-vis de « l'investissement » (réel); au Japon la tendance a été inverse. (Mes guillemets tiendront la place de définitions et réserves un peu érudites qui ne sont pas essentielles à la compréhension de cette question.) En 1984 l'épargne personnelle équivalait à 12,5 % du PNB au Japon et seulement à 4,3 % du PNB aux États-Unis (26,1 % et 18,4 % y compris « l'épargne » des entreprises). Or au Japon l'investissement privé plus le déficit gouvernemental était de 23,5 % et, aux États-Unis, n'était inférieur que de 2,7 points de pourcentage (20,8 %). Donc en 1984 (Bergsten et Cline pp. 26-27):

Japon: $26,1 \% - 23,5 \% = 2,6 \%$

États-Unis: $18,4 \% - 20,8 \% = -2,4 \%$

Que devient l'épargne que n'absorbent pas l'investissement intérieur et le déficit gouvernemental? Elle peut (ou doit) se traduire, comme pour le Japon en 1984, en excédent du compte courant et en investissement extérieur. En revanche l'investissement intérieur et le déficit gouvernemental, que ne soutient pas l'épargne, peuvent se traduire en déficit du compte courant et en endettement (désinvestissement) extérieur. En 1980 l'épargne japonaise atteignait 28,7 % du PNB, mais aussi bien l'investissement intérieur que le déficit gouvernemental, était plus élevé qu'en 1984, donc ensemble 29,7 %, d'où le -1,0 % du compte courant extérieur japonais en 1980. De même en 1984 le déficit courant